

Numéro 41 - 20 juin 2020

Des sujets de préoccupation pour le corps politique
Ne laissons pas le changement devenir
encore une fois la victime aux États-Unis

- Pauline Easton -



Les débardeurs à Oakland débraient et manifestent pour célébrer le Juneteenth en solidarité avec le mouvement Black Lives Matter. Les travailleurs de 29 ports des États-Unis ont mené des actions semblables.

Le Juneteenth et la fin de l'esclavage

- Tout en oeuvre pour investir le peuple du pouvoir de décider!
Assez attendu! Mettons fin à l'injustice MAINTENANT!**

- Dougal MacDonald -

- **Ce que veut dire « racisme systémique »**

- Steve Rutchinski -

Chantel Moore abattue par la police à Edmundston, au Nouveau-Brunswick

- Pas une vie de plus! Les attaques racistes organisées par l'État et la violence policière doivent cesser!

Le solstice d'été et la Fête nationale du Québec

- 186 ans de célébrations de la Fête nationale
- Les patriotes ont inauguré la Fête nationale en 1834
- Solstice d'été et Fête nationale du Québec

Mise à jour sur la COVID-19

- Survol de la situation actuelle
- Résultats préliminaires de l'utilisation de la dexaméthasone pour le traitement des patients de la COVID-19 gravement malades
 - *L'Organisation mondiale de la santé* -
- La pandémie mondiale la semaine se terminant le 20 juin

Supplément

Reportage photo

- L'opposition militante aux attaques racistes organisées par l'État se poursuit

Des sujets de préoccupation pour le corps politique

Ne laissons pas le changement devenir encore une fois la victime aux États-Unis

- Pauline Easton --

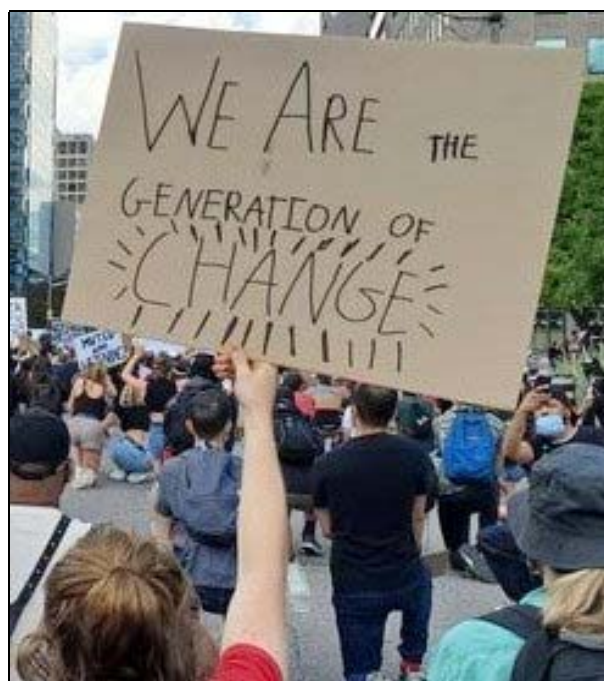
« Les phénomènes sociaux sont parfois comme les eaux harnachées d'un grand fleuve retenues par le barrage de l'histoire. Lorsque le barrage se rompt soudainement, ce n'est pas l'histoire qui se brise et disparaît. Non, au contraire, chaque goutte du déluge provoqué par la rupture radicale vient fermenter le sol d'où l'histoire renaît ... Ce sont les êtres humains qui font la différence, c'est leur capacité à reconnaître et à saisir la nécessité du changement, la nécessité des transformations en profondeur réclamées par l'histoire. » - *Hardial Bains*



Le nouveau jardin créé à l'endroit où George Floyd a été tué à Minneapolis est entretenu par les gens du quartier.

La principale caractéristique de la crise multilatérale qui s'approfondit aux États-Unis est que toutes les institutions d'État, y compris les institutions de la gouvernance, la bureaucratie, le système militaire et politique, sont brisées. Les divisions dans les rangs des cercles dirigeants sont profondes et ceux-ci sont plus que jamais hostiles au peuple et à ses revendications, malgré la prétention de plusieurs d'être du côté du peuple, du côté de la justice.

Les grands partis politiques et leurs médias sont méprisés par la multitude, mais la désinformation omniprésente plonge le corps politique dans un sentiment de colère réprimée mêlée à l'indifférence, une caractéristique de la dépolitisation qui laisse le peuple en proie à la pire démagogie. Les élites politiques et économiques revendiquent le droit de parler au nom du peuple en leur qualité de leaders autoproclamés, une « aristocratie naturelle » qui a le droit de gouverner et de revendiquer les privilèges de la fonction. Elles s'accordent l'immunité pour se protéger des atteintes à leur « droit » de détenir le monopole de la force par lequel elles s'imposent.



C'est ce que nous voyons à l'occasion du 19 juin 2020, le 155e anniversaire de l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, au sujet de laquelle le grand leader afro-américain W.E.B. Du Bois déclarait : « L'esclave a été libéré ; il s'est tenu un bref moment au soleil, puis a avancé de nouveau vers l'esclavage. »

La dégénérescence aux États-Unis a fait que le choc entre la condition et l'autorité est plus évident que jamais. Le président Donald Trump tient son premier rassemblement électoral à Tulsa, en Oklahoma, le lieu du massacre racial de 1921, le pire de l'histoire des États-Unis. Ce rassemblement sera un cauchemar pour la santé publique à un moment où il y a plus de 2,2 millions de cas confirmés de coronavirus et plus de 120 000 décès aux États-Unis. C'est aussi une provocation délibérée digne du Ku Klux Klan, qui montre à quelles profondeurs de dépravation descend la classe dirigeante américaine aujourd'hui. Impuissante à interdire le rassemblement, la ville de Tulsa a d'abord déclaré un couvre-feu, mais cela ne minimisera pas les dangers pour la santé publique et servira certainement à contrôler la protestation du peuple et à criminaliser sa demande de « justice maintenant ! »

Partout aux États-Unis, le peuple américain, appuyé par les peuples du monde entier, continue de parler en son propre nom, et la lutte pour s'affirmer et réclamer ses droits atteint de nouveaux sommets dans la résistance à la violence policière et militaire. Différentes actions ont lieu depuis une semaine pour exprimer les revendications du mouvement, y compris durant les parades de la fierté gaie et les célébrations de l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage, notamment des manifestations de débardeurs dans une trentaine de villes portuaires. Le monde a également été témoin d'autres cas encore de « suicides par pendaison » de jeunes Noirs, soupçonnés d'être en réalité des lynchages.



Les ruines du massacre racial de Tulsa en 1921, au cours duquel plus de 300 Afro-Américains ont été tués.

En attendant, il est clair qu'à l'heure actuelle les pouvoirs en place sont incapables de s'entendre sur un sauveur capable de leur livrer le peuple, la bureaucratie et l'armée pour appuyer l'affirmation que les États-Unis sont la « nation indispensable » en droit de dominer le monde entier. Le « taux de désapprobation » de Trump serait supérieur à 55 %. Selon différents rapports, une majorité de républicains, soit 63 %, pense que le pays avance dans la mauvaise direction. Or, il faut s'intéresser non pas au caractère ou à la personnalité des candidats à l'élection, mais à la logique du mécanisme derrière le processus de sélection et d'élection. Le mécanisme, c'est le système politique basé sur la Constitution. Il n'est pas possible de comprendre comment un homme comme Donald Trump peut s'emparer de la présidence des États-Unis, considérés comme la plus grande démocratie du monde, sans analyser la Constitution américaine et son système politique dans le contexte de la situation

historique actuelle.

Sinon, comment expliquer ce qui se passe ? Les principaux médias américains souhaitent désespérément ne plus étaler les revendications des manifestants. Leur cynisme est tel qu'ils présentent des événements comme un spectacle à la manière de Néron : l'empereur romain dépravé qui a assassiné sa mère, sa première épouse et peut-être sa seconde, aurait été un dirigeant si inefficace qu'il aurait joué de la lyre pendant que Rome brûlait.

ABC News rapporte : « Le président Trump a déjà reporté son rassemblement d'un jour pour éviter d'entrer en conflit avec une fête nationale célébrant la fin de l'esclavage. Bref, vous pouvez vous attendre à de nombreuses manifestations. Le risque d'affrontements est si évident que Tulsa fait appel à la Garde nationale et au FBI pour assurer la sécurité, en plus de la cohorte habituelle des services secrets. Les rassemblements de Trump n'ont jamais été que des rassemblements, mais celui-ci donne l'impression d'un baril de poudre. [...]



« Il reste 137 jours avant l'élection. Ce qui se passera à Tulsa cette fin de semaine pourrait s'avérer un des plus critiques. Les experts parleront du virus sur un ton d'urgence. Les meilleures forces policières du pays s'efforceront de garder les manifestants et les partisans dans des enclos séparés. Des milliers de personnes, peut-être des millions, regarderont de la maison ce qui advient du baril de poudre. Et Trump montera sur scène, parfaitement à l'aise et sourire aux lèvres, pour faire ce qu'il aime le mieux : dire tout ce qui lui passe par la tête. »



Voilà comment opère la désinformation de l'État. Le but est de faire oublier que le problème n'est pas Trump, sa personnalité et ses bouffonneries. Dans la situation historique actuelle, c'est le conflit entre les forces productives et les rapports sociaux qui est à la base de l'aggravation de la crise économique, de l'instabilité et du déséquilibre. Les forces productives, y compris la classe ouvrière moderne, débordent les rapports sociaux de production capitalistes dans lesquels elles seraient prétendument contenues en toute sécurité. Cela est particulièrement vrai pour les révolutions scientifiques, technologiques et industrielles en cours, dont le développement est

principalement impulsé par la concurrence entre les différentes sources du capital. Le développement de ces forces productives qui n'est pas au service des peuples menace maintenant la durabilité de l'environnement naturel et social. La menace vient des rapports sociaux capitalistes qui entravent les forces productives. Les forces productives entravées ne peuvent pas être organisées par la société pour satisfaire les réclamations de ses membres, pour répondre à leurs besoins à un niveau compatible avec le stade de développement social.

Si ce problème n'est pas résolu, de grandes tragédies attendent le peuple. Le gouvernement

américain, avec son armée et sa bureaucratie, n'a aucun intérêt à régler ces questions à l'avantage du peuple. Il en va de même pour le Canada, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et d'autres pays réputés être des démocraties avancées. Leurs États-nations constitués il y a longtemps ont échoué parce que, quand seules les réclamations des propriétaires du capital sont jugées légitimes, ceux-ci rivalisent pour s'emparer du monopole de la force. C'est également ainsi que ces forces agonisantes et corrompues établissent leur prétention à la légitimité et, selon elles, leur autorité à utiliser cette force au nom de la société.

Les détenteurs du capital font leurs réclamations à la société en s'attribuant le monopole de la force de l'appareil d'État. De même, en revendiquant la légitimité et l'autorité de contrôler le droit d'utiliser le monopole de la force et de la coercition, ils restreignent et limitent les réclamations de la classe ouvrière et du peuple. Mais les prétentions à la légitimité sont nécessairement sapées si la capacité du peuple à satisfaire ses besoins dans ses conditions de vie est complètement bloquée. Sur cette base, la légitimité de la prétention de ceux qui détiennent l'autorité à contrôler le monopole de la force au nom de la société est remise en question.

C'est ce qui se passe aujourd'hui. C'est ce qui est au cœur des revendications du peuple américain qui demande que les fonds soient retirés à la police et que la police soit désarmée.

Afin d'éviter cette situation, d'importantes sommes d'argent sont dépensées pour résoudre le problème de donner un air de légitimité à l'élection présidentielle qui se déroulera au cours des 137 prochains jours. Des milliards de dollars sont consacrés à la recherche d'un sauveur, et cela se fait d'une manière apparemment publique pour une fonction apparemment publique. La recherche d'un sauveur est elle-même censée conférer une légitimité au processus de sélection, mais les cercles dirigeants semblent incapables de trouver quelqu'un qui puisse donner un vernis de légitimité à la demande du droit à un monopole sur le recours à la force. La machine d'État a désespérément besoin d'un sauveur ayant les attributs d'un intendant, capable de veiller au bon fonctionnement des rapports et des arrangements de la vaste bureaucratie, des institutions militaires et de la



gouvernance et d'en assurer la loyauté, la promesse de loyauté envers les détenteurs du capital en tant que classe. Leur problème est que dans la situation actuelle de crise, du point de vue des élites, le leadership présidentiel veut dire, agir et décider avec une « énergie » préemptive, justement celle attribuée à la dictature présidentielle qui a donné naissance à Donald Trump, un président qui est préemptif dans la navigation de conditions instables en déséquilibre. Mais dans un moment historique déterminant comme aujourd'hui, le parcours est semé de dangers.

Trump ne s'est pas avéré être le maître prestidigitateur que les dirigeants américains espèrent en ces temps de crise, avec un gouvernement divisé et un conflit intense entre les sources rivales du capital. Cela va au cœur du problème aux États-Unis - le problème de la légitimité. Si ceux qui gouvernent apparaissent comme une clique intéressée, la revendication d'une autorité légitime pour exercer le pouvoir d'État, avec un monopole sur les instruments de la force et de la coercition, commence à ressembler à la vanité de l'usurpateur. L'existence de revendications alternatives de

légitimité et d'autorité présage un pouvoir souverain qui ne passe plus pour entier et indivisible. Dans cette situation, ni ceux qui gouvernent ni ceux qui sont gouvernés n'acceptent les vieux modes de vie et vieilles façons de faire des affaires ; ni les uns ni les autres ne peuvent continuer comme avant.

Le fait est qu'il n'est plus exagéré de parler d'un état de guerre civile aux États-Unis. Les fondements constitutionnels régissant la gouvernance ne peuvent plus être harmonisés avec les forces productives. La constitution du XVIIIe siècle ne jette pas les bases d'un système politique capable de faire face à la crise globale qui émerge du choc des forces productives et des rapports sociaux capitalistes. Aujourd'hui, c'est la classe ouvrière qui doit constituer la nation. La Constitution telle qu'elle est sortie de la guerre civile américaine ne donne pas une conception moderne de la démocratie qui éradique le racisme, parce qu'elle n'a pas aboli l'esclavage. Elle a fusionné le système esclavagiste et le système de l'esclavage salarié. L'harmonisation des intérêts individuels, collectifs et généraux qui entrent en conflit les uns avec les autres à cause du choc entre les forces productives et les rapports de production n'est plus possible dans les confins de ces arrangements. Même s'il a eu ce qu'il faut pour affronter les situations historiques qu'ont été la grande dépression, la guerre mondiale et la défaite du fascisme, aujourd'hui le leadership américain déchire le tissu social des États-Unis comme jamais auparavant. La critique des usurpations présidentielles en tant que déviations perçues du cadre constitutionnel n'empêchera pas l'extrême réaction de la classe dirigeante aux demandes de justice. Elle ne créera pas non plus l'illusion de gouvernants aptes à gouverner.

La lutte de résistance aux États-Unis continue de soutenir de manière militante les demandes de justice et d'être l'expression d'un peuple qui s'affirme et réclame ses droits, malgré la grande désinformation des cercles dirigeants et de leurs experts et médias. Il est donc plus que jamais nécessaire de regarder les choses calmement et d'analyser la situation historique réelle afin de trouver la ligne de marche qui informe le corps politique. Il est de notre responsabilité à tous de veiller à ce que le changement qui favorise le peuple ne soit pas une fois de plus la victime aux États-Unis.

(Photos: Xtine Cameron, Paul Becker, David Geitgey)



Le Juneteenth et la fin de l'esclavage

**Tout en oeuvre pour investir le peuple du pouvoir de
décider! Assez attendu! Mettons fin à l'injustice
MAINTENANT!**

- Dougal MacDonald -

Le 19 juin 1865, le Juneteenth (également appelé le Jour de l'émancipation) est célébré partout aux États-Unis en reconnaissance de la contribution vitale des Afro-Américains à l'émancipation des quatre millions de personnes réduites en esclavage par le système esclavagiste et à la poursuite de la lutte pour la justice et l'égalité avant et depuis la Guerre civile américaine. Cette année, les actions menées dans l'ensemble des États-Unis ont salué la résistance déterminée et inébranlable à la violence policière, à l'impunité des gouvernements, et les revendications de responsabilité et de changement qui favorisent le peuple.

Le 19 juin 1865 est le jour où toutes les personnes encore réduites en esclavage à la fin de la guerre civile ont gagné leur liberté. Alors que des centaines de milliers de ces esclaves ont combattu pendant la guerre civile pour mettre fin à l'esclavage, beaucoup sont restées en esclavage même après la fin de la guerre, le 9 avril 1865. L'esclavage est resté en vigueur au Texas jusqu'à ce que les soldats de l'Union arrivent à Galveston, au Texas, le 19 juin, pour annoncer à tous que toutes les personnes réduites en esclavage avaient gagné leur liberté. Des célébrations ont immédiatement éclaté et le 19 juin a été célébré dans les États du Sud et du Nord, avec une résurgence et une ampleur nouvelle des manifestations dans les années 1960 et depuis.



Les Noirs ont joué un rôle décisif pour gagner leur émancipation et vaincre les propriétaires d'esclaves. Ils ont mené de nombreux mouvements insurrectionnels de masse dans les plantations avant et pendant la guerre. Les abolitionnistes comme Frederick Douglas et Karl Marx ont longtemps préconisé d'intégrer les Noirs au sud et au nord dans l'armée, mais Lincoln a d'abord refusé. Ces esclaves ont organisé des actions de masse pour s'évader des plantations et rejoindre les lignes de l'Union pour s'engager dans la lutte de diverses manières. En 1862, avant même la Proclamation d'émancipation de 1863, les Noirs ont formé leurs propres milices armées pour lutter contre l'esclavage au Kansas, en Louisiane, au Missouri et en Caroline du Sud -- ces régiments ont été intégrés par la suite dans l'Armée de l'Union. Les « U.S. Colored Troops » ont été officiellement constituées au printemps 1863, ce qui a permis d'intégrer dans l'armée plus de 180 000 hommes libérés de l'esclavage et des Noirs du Nord. Plus de 29 000 ont servi dans l'Union Navy et beaucoup d'autres se sont joints au combat en assurant le ravitaillement, en détruisant les plantations, en servant d'espions et d'agents du renseignement, etc. Les soldats noirs ont combattu dans plus de 200 batailles pendant la guerre et étaient reconnus pour leur courage et leurs capacités de combat ; le taux de mortalité des troupes noires était de 35 % supérieur à celui des autres troupes.

Les millions de personnes qui ont été libérées de l'esclavage ont dû relever d'énormes défis sociaux. Les esclaves libérés ont véritablement dû reconstruire leur vie à partir de zéro, notamment en rejetant les noms donnés par les maîtres d'esclaves et en adoptant de nouveaux. Ils ne possédaient aucune propriété, aucune maison, aucune terre, aucun animal de ferme, aucun outil et peu de vêtements. Ils étaient en grande partie illettrés, car c'était un crime d'apprendre à lire et à écrire aux esclaves. Pour beaucoup d'entre eux, leur vie avait été entièrement limitée aux plantations et peut-être aux plantations environnantes. Ils avaient été largement exclus de la vie politique, mais avaient organisé leur résistance par l'entremise des églises, des chants et du chemin de fer clandestin. Compte tenu de cela, leurs progrès juste après la guerre ont été extraordinaires. Ils ont fait face à l'opposition des anciens propriétaires d'esclaves, toujours puissants, qui voulaient les maintenir en esclavage et continuer de les exploiter, notamment en formant des groupes terroristes pour la suprématie blanche comme le Ku Klux Klan (KKK) (1865) qui sont toujours actifs aujourd'hui.

La libération de millions d'esclaves et la défaite des propriétaires d'esclaves ont engendré les grandes batailles pour la démocratie pendant la Reconstruction de 1865-1877. Les anciens esclaves aux côtés de fermiers pauvres, dont de nombreuses femmes, se sont unis pour exiger une représentation de leurs intérêts, le droit d'être des membres égaux du corps politique, y compris le droit de vote. De nouvelles communautés ont été fondées et des débats sur les constitutions des

États ont été menés alors que les gens s'engageaient, au Sud comme au Nord, pour faire avancer la lutte pour la démocratie engendrée par la défaite du système esclavagiste. Ils luttèrent pour un avenir meilleur. Cependant, comme l'a dit W.E.B. Dubois, « L'esclave a été libéré ; il s'est tenu un bref moment au soleil, puis a avancé de nouveau vers l'esclavage. »

Les anciens propriétaires d'esclaves, généralement des démocrates, ont repris peu à peu le pouvoir dans les assemblées législatives du Sud avec l'aide du gouvernement fédéral et en recourant au terrorisme, à la violence, aux perturbations, à la fraude électorale pure et simple et à d'autres formes d'intimidation. En 1876, l'élection présidentielle est contestée et un compromis est nécessaire pour préserver l'union. Samuel Tilden avait remporté le vote populaire, mais les votes des collèges électoraux étaient contestés. En 1877, le Congrès a manigancé le compromis par lequel les troupes fédérales se retiraient du Sud et les anciens propriétaires d'esclaves pouvaient reprendre leurs plantations en échange de la nomination de Rutherford B. Hayes comme président. Les démocrates blancs détenaient désormais le pouvoir politique dans tous les États du Sud et ils ont rapidement fait marche arrière en utilisant le KKK, en procédant à des incarcérations de masse, en promulguant les lois « Jim Crow » et d'autres lois qui imposaient la ségrégation raciale des Noirs de la population blanche, et en forçant beaucoup d'entre eux à retourner dans les plantations comme métayers. En 1905, presque tous les hommes noirs étaient privés de fait de leurs droits par les assemblées législatives des États dans tous les États du Sud, avec l'appui du gouvernement fédéral.

Pendant près de 90 ans, l'utilisation des lois Jim Crow, les lynchages et le terrorisme du KKK sont restés répandus jusqu'aux mouvements de masse des années 1950 et 1960 qui ont abouti à la déségrégation dans plusieurs domaines et l'adoption du *Civil Rights Act* de 1964 et du *Voting Rights Act* de 1965. Mais la violence du KKK a persisté et d'autres formes d'inégalité et de génocide ont eu lieu comme l'incarcération de masse. De l'adoption des lois Jim Crow jusqu'à aujourd'hui, les Noirs ont continué à se battre pour leurs droits par l'intermédiaire de leurs organisations, dans les tribunaux, les assemblées législatives et les autres organes gouvernementaux, par les arts, les églises socialement actives, par des manifestations de masse et par l'autodéfense armée contre la violence raciste de l'État et de ses organisations secrètes pour la suprématie blanche. Pour donner un exemple, en juin 1961 à Monroe, en Caroline du Nord, le dirigeant noir Robert F. Williams et ses alliés ont organisé la légitime défense armée contre le Ku Klux Klan qui voulait empêcher la déségrégation d'une piscine. Robert F. Williams a été contraint à l'exil par le gouvernement américain jusqu'en 1969. Il s'est expliqué plus tard : « J'ai préconisé l'autodéfense violente parce que je ne pense pas vraiment que l'on puisse se défendre contre des racistes violents et contre des terroristes à moins d'être prêt à répondre à la violence par la violence, et ma politique était d'affronter la violence par la violence. » Les Black Panthers et Malcolm X ont également appelé à l'autodéfense armée.

Une question fondamentale concernant l'héritage criminel de l'esclavage est celle des demandes de réparation. Nombreux sont ceux qui reconnaissent que les inégalités auxquelles font face les Noirs aux États-Unis aujourd'hui sont directement imputables à l'esclavage et à la discrimination continue sanctionnée par l'État. Certains disent que l'histoire aurait été différente si le gouvernement fédéral avait donné suite aux lois et aux promesses de la Reconstruction de distribution des terres et avait défendu le pouvoir politique pour lequel avaient combattu les blancs et les Noirs pauvres, hommes et femmes.

À l'époque et aujourd'hui, le gouvernement fédéral a agi pour bloquer la démocratie en privant le peuple du pouvoir. Cela s'est produit en partie parce qu'il a été permis aux anciens propriétaires d'esclaves de récupérer leurs terres qui étaient censées être données aux esclaves libérés et à cause de décennies d'oppression et de violence sanctionnées par l'État. Alors que des causes de réparation liées à l'esclavage ont été gagnées au niveau local, par exemple à l'Université de Georgetown, la

revendication est l'adoption d'une loi fédérale sur les réparations qui porte non seulement sur l'indemnisation des individus, mais aussi celle des collectivités et des communautés. Des réparations et des excuses officielles pour la perpétration de violations flagrantes des droits humains et de crimes contre l'humanité contre les esclaves africains et leurs descendants sont la juste demande d'aujourd'hui.

Face à l'exigence croissante de réparations, la sous-commission judiciaire de la Chambre des États-Unis sur la Constitution, les droits civils et les libertés civiles a tenu une audience l'an dernier, le 19 juin, dans le but déclaré « d'examiner, par des échanges ouverts et constructifs, l'héritage de la traite d'esclaves transatlantique, son impact continu sur la communauté et la voie vers une justice réparatrice ». Comme Washington et Jefferson et seize autres présidents des États-Unis possédaient des esclaves, et que certaines des familles les plus riches des États-Unis, comme les Cabot, ont largement profité de la traite des esclaves, une grande partie du discours semble très hypocrite. Diverses organisations afro-américaines se sont battues sur cette question, notamment en organisant des réunions publiques. De plus, la question a été portée devant les Nations unies. En 2016, l'ONU a demandé aux États-Unis de payer des réparations pour l'esclavage. Son rapport soulignait que « la compensation est nécessaire pour lutter contre les désavantages causés par 245 ans d'autorisation légale de la vente de personnes sur la base de la couleur de leur peau ».

Les destructions des symboles de l'esclavage et le déboulonnage des statues qui glorifient l'esclavage et célèbrent les trafiquants et les propriétaires d'esclaves font partie de la résistance actuelle. Par exemple, la statue du propriétaire d'esclaves Philip Schuyler a été enlevée du devant de l'hôtel de ville d'Albany. Les statues de plusieurs dirigeants de la Confédération ont également été enlevées en raison de leur lien avec l'esclavage. Par exemple, une statue commémorative confédérée a été enlevée à Portsmouth, en Virginie. Des appels ont également été lancés pour que de nouvelles statues soient érigées à leur place à la gloire de ceux qui ont lutté contre l'esclavage pour remplacer celles d'individus qui se sont enrichis de l'esclavage.

Dans tous les États-Unis, les manifestations qui ont commencé le 26 mai pour demander justice pour la mort de George Floyd aux mains de la police se poursuivent alors qu'une résistance organisée se développe. À Minneapolis, où Floyd est mort, et dans tout le pays, les appels à la justice pour les nombreux cas de brutalité policière et de meurtres, en particulier d'Afro-Américains, retentissent. Les appels exigent également des changements profonds des corps policiers afin que les gens ne soient plus victimes d'une force militarisée qui ne représente pas leurs intérêts. Ce n'est pas une coïncidence si les forces de police du Sud ont été créées pour protéger le système de l'esclavage, comme, par exemple, les patrouilles de chasseurs d'esclaves pour capturer les esclaves fugitifs.



Cette année, le Juneteenth est célébré en saluant ces nombreuses actions et en exigeant que tous les vestiges de l'esclavage, sous la forme d'une large inégalité à laquelle font face les Afro-Américains sur tous les fronts, ainsi que la violence policière et les incarcérations de masse, soient éliminés. Des personnes de toutes les nationalités et de tous les milieux continuent d'affirmer ensemble leurs convictions pour de nouveaux arrangements et leur propre émancipation, par des manifestations et par d'autres formes de résistance.



Ce que veut dire « racisme systémique »

- Steve Rutchinski -



Manifestation à Toronto pour demander la fin de la violence et de l'impunité policières, et appuyer les manifestations aux États-Unis qui réclament justice pour George Floyd, le 6 juin 2020

En ce moment, l'expression « racisme systémique » est utilisée à toutes les sauces selon ce qui sert l'intérêt du moment. Mais suggérer que le racisme est « systémique », c'est dire qu'il est partout et nulle part à la fois, c'est imposer l'idée que la société doit vivre avec lui.

Cette perfidie a débuté au Canada au début des années 1990 lorsque le gouvernement néodémocrate de Bob Rae a mandaté Stephen Lewis de tenir une enquête sur les huit meurtres en quatre ans de jeunes Noirs en Ontario. Cela a donné naissance à la Direction générale de l'action contre le racisme visant « à créer une société plus inclusive et à prévenir, à cerner et à éliminer le racisme systémique dans les politiques, mesures législatives, programmes et services du gouvernement ». Cette direction générale a organisé des réunions partout en Ontario centrées sur l'incapacité de régler le problème du racisme institutionnel. En 1993, à l'issue de cette enquête et d'une panoplie de recommandations, l'Assemblée législative ontarienne a mis sur pied la « Commission sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario ». Dans une lettre, les six membres de la Commission ont invité les « communautés touchées par cette enquête » à donner leurs opinions sur ce qui devait être étudié, ainsi que sur les solutions proposées aux problèmes.

La Commission a dit que son objectif était d'examiner « l'étendue du racisme systémique dans le système de justice pénale de l'Ontario et faire des recommandations afin de l'éliminer là où il est identifié ». Elle avait aussi le mandat d'examiner « la procédure, les pratiques, et les politiques dans les institutions du système de justice pénale en Ontario qui pourraient être la cause du racisme systémique ou le refléter ». Elle devait cibler le « racisme à l'endroit de la population noire dans les communautés urbaines, en se penchant particulièrement sur la situation des femmes et des jeunes, tout en tenant compte de la vulnérabilité de toutes les communautés de minorités raciales ». Elle précisait clairement qu'elle n'avait aucune autorité à enquêter sur « les allégations individuelles de méfaits ».

La Commission a défini le « racisme systémique » comme étant des « procédures et pratiques, certaines, non intentionnelles, qui désavantagent et discriminent les minorités raciales ». Dans une note de bas de page au sujet de cette définition, elle ajoute : « Le terme minorité raciale fait partie des points de référence de la Commission. Celle-ci reconnaît que beaucoup de gens le trouvent inapproprié. »

La définition de racisme systémique de la Commission remet en question sa propre existence et ses propres termes de référence. Elle a été obligée d'abandonner le terme « minorité visible » qui avait été utilisé dans l'enquête présidée par Stephen Lewis en juin 1992 et qui paraissait encore plus offensant à cette époque. La définition officielle de « minorité visible » dans le Livre vert sur l'Immigration de 1975 est « de personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». N'en demeure pas moins que la Commission définissait les individus en fonction de la couleur de la peau, ce qui veut dire qu'elle aussi utilisait une terminologie que les gens trouvent « inappropriée » précisément parce qu'ainsi, ils sont définis comme étant autre chose que des membres du corps politique ayant des droits égaux.

En institutionnalisant des concepts comme « minorités visibles » et « minorités raciales » par le biais de lois et de diverses agences et commissions, la notion a été ancrée dans la société qu'il existe des « droits des minorités » et des « droits de la majorité » et qu'entre eux il y a une tension constante. L'État se présente comme le défenseur des « droits des minorités ». Une société démocratique ne reconnaît pas ce genre de catégories de droits. Au contraire, elle reconnaît des citoyens qui ont tous les mêmes droits et responsabilités, sans égard au sexe, à la race, à l'origine sociale, à la richesse, à l'habileté, à la religion, à l'origine nationale, à la croyance, etc. Tous sont égaux devant la loi.

La Commission provinciale mise sur pied en 1993 tentait de donner l'impression qu'il est difficile de confirmer si un individu est traité différemment devant la loi, par exemple en ce qui a trait à la durée d'une peine d'incarcération ou à une libération sous caution. Tout visait à cacher qu'il ne peut y avoir que deux possibilités : soit que les lois et procédures sont tellement arbitraires que les responsables de la justice peuvent administrer la « justice » sans véritables critères établis, ou que l'État viole les droits des citoyens avec impunité et que les individus sujets à de telles violations subissent diverses entraves lorsqu'ils tentent d'obtenir réparation. Lorsque la réparation est niée, c'est la justice qui est niée.

(Sources : Archives du CRHB, Présent et Avenir 1993. Photo: Xtine Cameron)

Supplément
Reportage photo

**L'opposition militante aux attaques racistes
organisées par l'État se poursuit**



Chantel Moore abattue par la police à Edmundston, au Nouveau-Brunswick

Pas une vie de plus! Les attaques racistes organisées par l'État et la violence policière doivent cesser!



Le 4 juin, Chantel Moore a été abattue par balle par la police à Edmundston, au Nouveau-Brunswick. Âgée de vingt-six ans, Chantel était membre de la nation Tla-o-qui-aht/Nuu-chah-nulth de l'île de Vancouver. Sa jeune fille a perdu sa mère et sa grande famille et son cercle d'amis ont perdu une fille, une soeur, une tante, une amie.

En moins de trois mois depuis avril, au moins cinq autochtones ont été tués par la police : Chantel Moore, Rodney Levi, Eishia Hudson, Jason Collins et Stewart Kevin Andrews.

Un autre autochtone, Everett Patrick, est décédé en garde à vue. Regis Korchinski-Paquet, une femme autochtone noire, est tombée de son balcon à Toronto alors que la police était chez elle. De plus, il y a le cas d'un autochtone délibérément heurté par un véhicule de police au Nunavut dont la scène a été prise en vidéo.



Dans le cas de Chantel, alors même que les chefs de police et les forces de l'establishment s'empresent de se distancier des accusations de racisme, les autorités policières nous donnent une fois de plus des récits des événements qui sont contraires à ce que la famille a vu sur les lieux. Les faits d'une réalité brutale sont cachés par la suggestion que cette mort aux mains de la police est une exception et non la règle, une aberration - « quelque chose qui ne suit pas le cours attendu ou qui n'est pas typique ou normal ». Un policier pas comme les autres, dans des circonstances par comme

les autres, une mort pas comme les autres - un résultat non voulu.

Judith Sayers, de la Première Nation Hupacasath de Port Alberni, en Colombie-Britannique, et présidente du Conseil tribal Nuu-chah-nulth, écrit dans *The Tyee* [1] :

« Le policier qui est venu après minuit pour faire un bilan de santé martelait sa porte pour la réveiller. La police avait été envoyée pour vérifier comment elle se portait parce qu'elle avait fait l'objet de harcèlement.

« Imaginez être dans votre propre appartement et quelqu'un frappe à votre porte au milieu de la nuit. La police dit que Chantel avait un couteau à la main. Est-ce étonnant qu'elle ait ressenti le besoin de se protéger ? »

« La famille ne comprend pas comment un gros et grand agent de police n'a pas pu repousser une femme toute petite sans lui tirer dessus, et pourquoi il n'a pas été capable de désamorcer la situation. Il n'y avait pas de témoin, nous n'avons donc que la déclaration du policier. Personne ne peut parler au nom de Chantel. Ce n'est tout simplement pas correct. Ce n'est acceptable pour personne. C'est mal. Cela n'aurait jamais dû se produire. »

Sayers soulève la question qui est dans l'esprit de tous : « Plusieurs réclament justice pour Chantel, mais qu'est-ce ça veut dire ? »

Sayers énonce ce que tous veulent : « [...] la justice pour Chantel, cela veut dire que les attaques armées contre les peuples autochtones doivent cesser et ne plus jamais se reproduire. Nous devons changer la façon dont le Canada opère au niveau de la police, car cela ne fonctionne manifestement pas. »

Entre autres choses, l'auteur souligne la nécessité de « premiers intervenants formés, non armés et non violents pour répondre aux situations de crise concernant le bien-être, la santé mentale et les dépendances - pas la police. Nous avons besoin de personnes qui savent comment travailler avec des personnes qui ont des problèmes de santé mentale et des équipes de personnes formées pour intervenir quand des personnes se portent mal ou quand il y a des problèmes de santé mentale. »

Sayers souligne que pour les peuples autochtones, « il s'agit d'un acte d'autodétermination. Nous devons déterminer comment nous prenons soin de nos communautés et de nos gens. Et cela doit refléter et reconnaître l'héritage du colonialisme et le sous-financement de l'éducation, du logement, de la santé et le développement économique de nos collectivités.

« Les peuples autochtones doivent participer à cette réévaluation afin de changer la façon de faire des services de police dans les collectivités où nous vivons. Nous devons réexaminer le Programme des services de police des Premières Nations et investir dans des solutions de rechange autogérées. Nous devons également souligner l'importance d'investir dans les services économiques et les programmes sociaux pour les membres des réserves et les autochtones vivant hors réserve. »

Soulignant qu'à la base de cette violence policière est le colonialisme, Judith Sayers écrit : « Cette violence est un rappel brutal que le rôle historique de la police dans le contrôle et le déplacement forcés des peuples autochtones se poursuit à ce jour. Les peuples autochtones sont brutalisés, criminalisés et tués de manière disproportionnée par la police au Canada. Quel est notre crime ? Être autochtone.

« Nous demandons à tous les Canadiens d'appuyer les peuples autochtones et revendiquons une action des gouvernements canadien et provinciaux en matière de police. Nous devons sécuriser nos

maisons et nos communautés et ne pas avoir à craindre la violence policière.

« Nous sommes à un tournant. Nous devons reconnaître cette violence comme un problème et travailler ensemble en tant que nations pour dire que c'est assez. Pas une vie de plus. »

LML exprime ses sincères condoléances à la famille, aux amis et à la nation de Chantel. Nous offrons nos condoléances à tous ceux et celles qui souffrent de la mort de parents ou d'amis et exigeons que cessent les attaques racistes organisées par l'État et la violence policière.

Note

1. « A Nation Mourns for Chantel Moore », Judith Sayers, *The Tyee*, 17 juin 2020

(Photos: J. Green, D. Carr)



Le solstice d'été et la Fête nationale du Québec

186 ans de célébrations de la Fête nationale



Le 24 juin 1834, voilà 186 ans, Ludger Duvernay, fondateur de l'institution patriotique « Aide-toi le ciel t'aidera » inaugurerait cette journée comme étant la Fête nationale de la nation naissante du Québec et dédiait le premier toast au « peuple, source primitive de toute autorité légitime ». Depuis lors, cette fête, « dont le but est de cimenter l'union entre les Canadiens »^[1] est l'occasion de célébrer par la musique et la chanson, les rencontres, les défilés et les activités de quartier ce que nous sommes en tant que peuple, d'où nous venons et où nous allons. C'est une célébration multidimensionnelle de la saison, qui s'apparente beaucoup au solstice d'été et célèbre le besoin de se rassembler pour faire le point, ensemble, toutes origines sociales et nationales confondues, sur notre histoire commune et nos relations sociales.

Les événements de la Fête nationale cette année sont adaptés aux mesures de distanciation physique imposées par la pandémie. Une prestation avec plus de 40 artistes accompagnés de 14 musiciens, de choristes et de danseurs sera filmée et télédiffusée le 23 juin par les 4 principaux réseaux de télévision du Québec. Le thème de cette année est « Tout le Québec à l'unisson » et l'affiche, telle que décrite par les organisateurs, représente « deux personnes à deux mètres de distance, qui portent un regard d'espoir

et de solidarité vers l'avenir, sous cet arc-en-ciel qui dépeint si bien ce moment historique vécu malgré nous. L'effet peinture vient cristalliser les protagonistes des affiches pour qu'un jour, nous puissions nous rappeler que même dans ces moments de grande vulnérabilité, le Québec tout entier s'est uni pour mieux regarder vers un avenir prometteur et des jours plus heureux. »

L'élite dirigeante clame que le « Québec est uni » dans la lutte à la pandémie. En fait, le peuple est uni, mais les dirigeants prennent des décisions qui vont contre les intérêts du peuple. On le voit aux ordonnances ministérielles donnant tout pouvoir à l'exécutif gouvernemental d'annuler les arrangements précédemment négociés avec les travailleurs de la santé et des services sociaux afin de changer unilatéralement leurs conditions de travail qui sont les conditions assurant la santé et la sécurité de tous. Le conflit entre les conditions et l'autorité est devenu encore plus aigu. Cela place plus que jamais à l'ordre du jour le besoin d'établir un État moderne du Québec sur une base nouvelle où le peuple est investi du pouvoir de décider de toutes les affaires qui le concernent.

La Fête nationale est l'occasion de réfléchir à comment assurer l'édification d'un Québec moderne qui défend les droits de tous et de toutes, qui est aux premières lignes pour inspirer le peuple canadien dans son ensemble à aller de l'avant et construire une société nouvelle qui investit le peuple du pouvoir souverain et défend les droits de tous et de toutes.

À l'occasion de la Fête nationale du Québec, le Parti marxiste-léniniste salue le peuple, en particulier les jeunes, pour leur détermination avec laquelle ils défendent les droits de tous et de toutes, sans égard à la couleur de la peau ou aux croyances religieuses des êtres humains qui forment le Québec moderne. La volonté de parler en son propre nom, en défendant la voie du progrès de la société, pour le peuple québécois, canadien et tous les peuples, s'exprime avec force et est matière à célébration en cette occasion de la Fête nationale.

En puisant dans sa riche histoire et sa riche expression du vivre-ensemble, le peuple québécois et canadien et les peuples autochtones s'orientent vers le renouveau. Il faut régler la question d'investir le peuple du pouvoir de décider de toutes les questions qui le concernent. Trouver une solution au problème de qui décide est la quête la plus unificatrice qui soit.

Bonne Fête nationale !

Note

1. *La Minerve*, 26 juin 1834

Les patriotes ont inauguré la Fête nationale en 1834

Au sujet d'un banquet tenu le 24 juin 1834, le journal patriote *La Minerve*, dont le but est de « répandre l'éducation surtout dans la classe agricole et de défendre les Justes Droits des Canadiens »[1], publie un article dans lequel on lit: « Cette fête dont le but est de cimenter l'union entre les Canadiens ne sera pas sans fruit. Elle sera célébrée annuellement comme Fête Nationale. » C'est Ludger Duvernay, fondateur de l'organisation patriotique Aide-toi et le ciel t'aidera, qui en a pris l'initiative. Duvernay était également le rédacteur et l'éditeur de *La Minerve*.



24 juin 1834 : Ludger Duvernay et les membres de la société Aide-toi et le ciel t'aidera déclarent le 24 juin Fête nationale du Québec. (www.fetenationale.qc.ca)

Célébration éminemment politique, la première Fête nationale est instaurée dans le contexte de la lutte des habitants du Bas-Canada pour affirmer leurs droits face à la Couronne britannique. En effet, en février 1834, 92 résolutions sont adoptées par la Chambre d'assemblée du Bas-Canada lesquelles revendiquent un plus grand contrôle des citoyens sur les décisions économiques et politiques qui sont prises dans la colonie.

Sans attendre la décision de Londres, la première Fête nationale est organisée dans le jardin de l'avocat MacDonnell et plus de 37 toasts et prises de parole y sont faits, tous saluant les idées éclairées de l'époque et les personnes qui les défendent. On salue tout d'abord « Le peuple, source primitive de toute autorité légitime, et le jour que nous célébrons. »

Loin de la division selon la langue ou l'origine nationale qui nous est imposée par l'État anglo-canadien passé et présent, on souligne la contribution des patriotes irlandais et celle de Daniel Tracey, fondateur du journal *Irish Vindicator and Canada General Advertiser* qui appuie les demandes du peuple du Bas-Canada visant à exercer un contrôle sur sa destinée.

On salue aussi la lutte de William Lyon Mackenzie et des « autres réformistes du Haut-Canada » qui participent à la lutte pour affirmer les droits de la jeune nation de l'époque. On accueille de même l'arrivée au Bas-Canada de citoyens britanniques. En effet, les patriotes présents à ce banquet déclarent : « L'émigration : puissent les milliers de sujets britanniques qui viennent chercher chaque année sur nos plages un asile contre les abus et l'oppression qu'ils éprouvent dans leur pays natal, n'en pas créer parmi nous et trouver ici l'accueil qui leur est dû ! Ils formeront avec les habitants du Canada une phalange impénétrable et irrésistible contre la tyrannie. »

Un toast formel est aussi porté aux « artisans et classes ouvrières de Montréal et de ce pays en général. Puisse l'éducation continuer de se répandre parmi les membres utiles de la société ; et puissent-ils se procurer le bien-être et l'aisance que méritent leurs travaux. »

La première Fête nationale a également donné naissance à une autre tradition, aujourd'hui bien vivante, qui consiste à offrir des chansons et des poèmes comme formes de célébration de la nation

québécoise.

Note

1. *La Minerve*, 12 février 1827



Solstice d'été et Fête nationale du Québec

À l'origine, la fête de la Saint-Jean-Baptiste était intimement liée aux célébrations entourant le solstice d'été. Les journées entre les 21 et 24 juin étant les plus longues, toutes sortes d'activités étaient organisées pour rendre hommage au soleil, et ce, dès l'antiquité. Les feux de joie, hommage à la lumière, servaient de réjouissances publiques, principalement dans ce qui était la Gaule et le nord de l'Europe. Le solstice d'été est encore célébré dans plusieurs pays, notamment en Irlande, en Écosse, en Islande, en Angleterre, au Pérou, en Équateur et au Canada.

Dans ce qui allait devenir le Québec, la tradition était remarquée sur les bords du Saint-Laurent dès 1636 par le Jésuite Louis LeJeune. En 1646, le Journal des Jésuites rapportait que « le 23 juin se fit le feu de la Saint-Jean sur les huit heures et demie du soir... On tira cinq coups de canon et on fit deux ou trois fois la décharge des mousquets ». Dans le milieu rural qu'était la Nouvelle-France à cette époque, le rythme des travaux est lié à celui des saisons, et la Saint-Jean permettait de prendre quelques instants de répit et de divertissements avant que ne débutent les gros travaux de fenaison et de moisson.



Avec le Concile de Trente (1545-1563), l'Église avait tenté de christianiser cette coutume de la célébration de la lumière autour d'un grand feu de joie pour lui substituer une représentation de soumission en la personne de Saint-Jean-Baptiste, « l'agneau de Dieu ». Dans cette même lignée, en 1702, monseigneur de Saint-Vallier, dans son Catéchisme du diocèse de Québec à l'intention des Canadiens, signalait que l'Église catholique au Nouveau Monde (entendre dans les colonies de l'empire français) dit qu'il s'agit d'une cérémonie parfaite pourvu qu'on en bannisse les danses et les superstitions, sous-entendues les croyances des nations autochtones.

Quand Ludger Duvernay et les députés du Parti patriote instaurent le jour de la Fête nationale de la nation naissante du Québec, ils le font avec un esprit fort différent de l'orientation souhaitée par l'Église. Des historiens, comme Léopold Gagner, cité dans la biographie de Duvernay de Denis Monière, ont dit que Duvernay a été influencé par la Saint-Patrick qui est pour les Irlandais « un précieux instrument dans la revendication de leur liberté et de leurs droits. »

Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, le 21 juin, lors de la Journée nationale des peuples autochtones, est organisé le « Solstice des Nations, une manifestation d'échange et d'amitié entre les nations qui peuplent le Québec ». À cette occasion, les nations autochtones organisent la «

Cérémonie du feu pour le rapprochement des peuples vivant sur le territoire québécois » afin que « les braises de ce feu allument le feu de joie du Grand spectacle de la Fête nationale du Québec, sur les plaines d'Abraham ».

La célébration de la Fête nationale du peuple québécois inclut la célébration des patriotes qui ont lutté pour l'indépendance face à l'Angleterre au milieu du XIXe siècle, les Nelson, De Lorimier, Côté, Chénier, Duvernay, O'Callaghan et plusieurs autres, qui ont combattu pour une patrie indépendante et une république qui investit le peuple de la souveraineté. Elle inclut la célébration de tous ceux et celles qui ont épousé la cause des patriotes du Québec, et en particulier ceux et celles qui sont résolus à élaborer un projet d'édification nationale conforme aux exigences de notre temps.



Célébrations du solstice d'été à Kinawit, Val d'Or, le 21 juin 2019



Autres célébrations du solstice d'été lors de la Journée nationale des peuples autochtones 2019. À gauche : Québec ; à droite : Saguenay

Références

- La Saint-Jean-Baptiste, 1634-1852, *Mélanges historiques Études éparses et inédites* de Benjamin Sulte, compilées, annotées et publiées par Gérard Malchelosse
- Le réseau de diffusion des archives du Québec



Mise à jour sur la COVID-19

Survol de la situation actuelle

Le 15 juin, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a fait un survol de la pandémie en soulignant que la situation mondiale et dans les différentes régions est toujours grave. Il a souligné qu'il « a fallu plus de deux mois pour que les 100 000 premiers cas soient signalés. Plus de 100 000 nouveaux cas ont été signalés presque chaque jour au cours des deux dernières semaines. » Cette dernière semaine, le nombre de cas a varié entre 124 300 et 145 890 en date du 17 juin, le plus haut niveau jamais atteint.

Au sujet de ces régions les plus touchées, le docteur Tedros a dit : « Près de 75 % des cas récents de COVID-19 proviennent désormais de 10 pays, principalement dans les Amériques et en Asie du Sud. » Il a ajouté que l'OMS « constate également un nombre croissant de cas en Afrique, en Europe de l'Est, en Asie centrale et au Moyen-Orient.

« Même dans les pays qui ont démontré leur capacité à supprimer la transmission, les pays doivent rester attentifs à la possibilité d'une résurgence », a prévenu le chef de l'OMS. À cet égard, la Chine a signalé la semaine dernière un nouveau foyer de cas dans la capitale Beijing, après plus de 50 jours sans aucun cas dans cette ville. Plus de 100 cas ont maintenant été confirmés. »



Résultats préliminaires de l'utilisation de la dexaméthasone pour le traitement des patients de la COVID-19 gravement malades

- L'Organisation mondiale de la santé -

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) se réjouit des premiers résultats d'essais cliniques menés au Royaume-Uni qui montrent que la dexaméthasone, un corticostéroïde, pourrait sauver la vie de patients gravement malades de la COVID-19. D'après ces données présentées à l'OMS, le traitement a démontré sa capacité à réduire la mortalité d'un tiers environ pour les patients sous respirateur, tandis que pour les patients ayant seulement besoin d'oxygène, la mortalité a été réduite d'un cinquième environ.

Ce bénéfice a été observé uniquement chez les patients gravement malades de la COVID-19, et non chez ceux présentant des formes plus bénignes.

« C'est la première fois qu'un traitement démontre sa capacité à réduire la mortalité chez les patients COVID-19 ayant besoin d'oxygène ou d'une ventilation mécanique » a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. « C'est une nouvelle formidable et je tiens à remercier le gouvernement du Royaume-Uni, l'Université d'Oxford et les nombreux hôpitaux et

patients du Royaume-Uni qui ont contribué à cette avancée scientifique d'importance vitale. »

La dexaméthasone est un stéroïde employé depuis les années 60 pour réduire l'inflammation pour toute une gamme d'affections, y compris des troubles inflammatoires et certains cancers. Ce médicament figure depuis 1977 sur la Liste modèle OMS des médicaments essentiels, sous de multiples formulations. Désormais dans le domaine public, il est disponible à un prix abordable dans la plupart des pays.

Les chercheurs ont communiqué à l'OMS de premiers éléments sur les résultats de l'essai et nous attendons avec intérêt l'analyse complète des données qui devrait nous être présentée dans les prochains jours. L'OMS coordonnera une méta-analyse pour améliorer sa compréhension globale de l'intervention. Les orientations cliniques de l'OMS seront actualisées afin d'indiquer quand et comment le médicament doit être utilisé contre la COVID-19.

L'annonce faite aujourd'hui [16 juin] trouve son origine dans la réunion sur le schéma directeur de l'OMS pour la recherche-développement, tenue à Genève mi-février pour accélérer le développement des technologies sanitaires contre la COVID-19, lors de laquelle les recherches complémentaires sur l'utilisation des stéroïdes ont été définies comme un axe prioritaire. Ces résultats soulignent une nouvelle fois l'importance d'essais contrôlés randomisés capables de produire des données exploitables. L'OMS continuera de collaborer avec l'ensemble des partenaires pour mettre au point des traitements et des vaccins salvateurs contre la COVID-19, notamment sous l'égide du Dispositif d'accélération de l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19.

(16 juin 2020)



La pandémie mondiale la semaine se terminant le 20 juin

Nombre de cas dans le monde

Au 20 juin, les statistiques mondiales sur la pandémie de COVID-19 telles que rapportées par Worldometer étaient les suivantes :

- Nombre total de cas signalés : 8 757 734. C'est 982 744 de plus que le total déclaré le 13 juin de 7 774 990. Cela se compare à l'augmentation du nombre de cas la semaine précédente de 1 722 729.

- Total des cas actifs : 3 669 770. C'est 310 747 de plus que le nombre annoncé le 13 juin de 3 359 023. L'augmentation du nombre total de cas actifs par rapport à la semaine précédente était de 97 238.

- Total des dossiers fermés : 5 087 964. C'est 671 997 de plus que le nombre déclaré le 13 juin de 4 415 967. Cela se compare à une augmentation de 653 798 la semaine précédente.

- Total des décès : 462 519. C'est 33 566 décès de plus qu'au 13 juin, alors que le bilan était de 428 953. Cela se compare à une augmentation la semaine précédente de 30 367.

- Total des cas rétablis : 4 625 445. Cela représente une augmentation de 638 431 par rapport au

chiffre de 3 987 014 du 13 juin et se compare à une augmentation la semaine précédente de 623 431 rétablissements.

Il y a eu 181 005 nouveaux cas le 19 juin, un nouveau record historique, qui se compare à 143 421 atteint le 5 juin. Le nombre de nouveaux cas quotidiens variait entre 124 455 et 181 005 la semaine dernière. Dans l'ensemble, ces chiffres indiquent une augmentation du taux de nouveaux cas actifs au cours de la semaine précédente.

Il y a 28 pays/territoires sans cas actifs cette semaine, contre 29 la semaine précédente. Il s'agit de l'île de Man (336 cas ; 312 rétablis ; 24 décès) ; Monténégro (324 cas ; 315 rétablis ; 9 décès) ; Îles Féroé (187 cas, tous rétablis) ; Gibraltar (176 cas ; tous rétablis) ; Brunei (141 cas ; 138 rétablis ; 3 décès) ; Aruba (101 cas ; 98 rétablis ; 3 décès) ; Saint-Martin (71 cas ; 62 rétablis ; 15 décès) ; Polynésie française (60 cas, tous rétablis) ; Macao (45 cas ; tous rétablis) ; Timor-Leste (24 cas, tous rétablis) ; Grenade (23 cas ; tous rétablis) ; Nouvelle-Calédonie (21 cas ; tous rétablis) ; Laos (19 cas, tous rétablis) ; Dominique (18 cas ; tous rétablis) ; Fidji (18 cas, tous rétablis) ; Saint-Kitts-et-Nevis (15 cas, tous rétablis) ; Groenland (13 cas, tous rétablis) ; les Malouines (13 cas, tous rétablis) ; les îles Turques et Caïques (12 cas ; 11 rétablis ; 1 décès) ; Cité du Vatican (12 cas ; tous rétablis) ; les Seychelles (11 cas, tous rétablis) ; Montserrat (11 cas, 10 rétablis ; 1 décès) ; Papouasie-Nouvelle-Guinée (8 cas ; tous rétablis) ; Îles Vierges britanniques (8 cas ; 7 rétablis ; 1 décès) ; les Antilles néerlandaises (7 cas ; tous rétablis) ; Saint-Barth (6 cas, tous rétablis) ; Anguilla (3 cas, tous rétablis) ; Saint-Pierre-et-Miquelon (1 cas, rétabli).

Les cinq pays ayant le plus grand nombre de cas au 13 juin sont indiqués ci-dessous, accompagnés du nombre de cas et de décès par million d'habitants :

États-Unis : 2 297 190 (1 219 722 actifs ; 956 077 rétablis ; 121 407 décès) et 6 941 cas par million ; 367 décès par million
- 13 juin : 2 118 693 (1 159 752 actifs ; 842 068 rétablis ; 116 873 décès) et 6 403 cas par million ; 353 décès par million

Brésil : 1 038 568 (469 118 actifs ; 520 360 rétablis ; 49 090 décès) et 4 887 cas par million ; 231 décès par million
- 13 juin : 831 064 (361 502 actifs ; 427 610 rétablis ; 41 952 décès) et 3 911 cas par million ; 197 décès par million

Russie : 569 063 (236 816 actifs ; 324 406 rétablis ; 7 841 décès) et 3 899 cas par million ; 54 décès par million
- 13 juin : 520 129 (238 659 actifs ; 274 641 rétablis ; 6 829 décès) et 3 564 cas par million ; 47 décès par million

Inde : 395 812 (168 636 actifs ; 214 206 rétablis ; 12 970 décès) et 287 cas par million ; 9 décès par million
- 13 juin : 310 760 (146 575 actifs ; 155 290 rétablis ; 8 895 décès) et 225 cas par million ; 6 décès par million

Royaume-Uni : 301 815 (N/D actifs et rétablis ; 42 461) et 4 447 cas par million ; 626 décès par million
- 13 juin : 292 950 (N/D actif et rétabli ; 41 481 décès) et 4 316 cas par million ; 611 décès par million

Si l'on examine la tendance au cours de la semaine dernière pour les 10 pays ayant le plus grand nombre de cas, le nombre de nouveaux cas aux États-Unis a tendance à augmenter de 20 161 à 33 539 d'ici la fin de la semaine. En Russie, le nombre de nouveaux cas quotidiens a légèrement baissé,

passant de 8 835 à 7 790 la semaine dernière. Au Brésil et en Inde, le nombre de nouveaux cas quotidiens continue d'augmenter. Le Brésil variait de 17 086 nouveaux cas le 14 juin à 55 209 le 19 juin, ce dernier atteignant un nouveau sommet. L'Inde est passée le 15 juin de 11 134 nouveaux cas à 14 721 nouveaux dcas le 19 juin, ce qui représente un nouveau pic. Dans l'ensemble, les pays européens ont enregistré une baisse marquée des nouveaux cas et des décès quotidiens. Les nouveaux cas quotidiens au Pérou et au Chili semblent avoir atteint un sommet au cours de la dernière semaine. L'Iran est toujours aux prises avec une deuxième vague.

Cas dans les cinq premiers pays par région

En Europe le 20 juin, les quatre autres pays européens avec le plus grand nombre de cas signalés après le Royaume-Uni, énumérés ci-dessus, sont l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la France :

Espagne : 292 655 (N/D actifs et rétablis ; 28 315 décès) et 6 259 cas par million ; 606 décès par million

- 13 juin : 290 289 (N/D actifs et rétablis ; 27 136 décès) et 6 209 cas par million ; 580 décès par million

Italie : 238 011 (21 543 actifs ; 181 907 rétablis ; 34 561 décès) et 3 936 cas par million ; 572 décès par million

- 13 juin : 236 305 (28 997 actifs ; 173 085 rétablis ; 34 223 décès) et 3 908 cas par million ; 566 décès par million

Allemagne : 190 660 (7 300 actifs ; 174 400 ; 8 960 décès) et 2 276 cas par million ; 107 décès par million

- 13 juin : 187 256 (6 493 actifs ; 171 900 rétablis ; 8 863 décès) et 2 235 cas par million ; 106 décès par million

France : 159 452 (55 718 actifs ; 74 117 rétablis ; 29 617 décès) et 2 443 cas par million ; 454 décès par million

- 13 juin : 156 287 (54 341 actifs ; 72 572 rétablis ; 29 374 décès) et 2 395 cas par million ; 450 décès par million

Le 16 juin, la Commission européenne a recommandé de prolonger jusqu'au 30 juin les restrictions de voyage déjà en place pour tous les voyages non essentiels vers l'Union européenne (UE) en provenance de pays tiers.

La semaine dernière, la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, a exhorté les 26 pays qui composent la zone Schengen en Europe à lever les contrôles aux frontières intérieures d'ici le 15 juin, afin de permettre une réouverture progressive vers d'autres pays à partir de juillet, rapporte Reuters. L'espace Schengen se compose de 22 pays de l'UE, ainsi que de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse, qui, dans des circonstances normales, permettent des passages frontaliers sans contrôle. Les rapports de presse indiquent que les gouvernements sont pressés de lever les restrictions sur les déplacements pour que l'industrie du tourisme puisse rouvrir.

Les pays européens ont levé les restrictions de voyage par diverses mesures au cours de la semaine dernière. En général, de nombreux pays imposent toujours des restrictions aux pays qui ont un nombre élevé de nouveaux cas par jour, soit en interdisant purement et simplement l'entrée aux voyageurs en provenance de ces pays, soit en exigeant une quarantaine de 14 jours à l'entrée.

En Asie occidentale le 20 juin :

Iran : 200 262 (31 678 actifs ; 159 192 rétablis ; 9 392 décès) et 2 385 cas par million ; 112 décès par million

- 13 juin : 184 955 (29 477 actifs ; 146 748 rétablis ; 8 730 décès) et 2 204 cas par million ; 104 décès par million

Arabie saoudite : 150 292 (53 344 actifs ; 95 764 rétablis ; 1 184 décès) et 4 319 cas par million ; 34 décès par million

- 13 juin : 123 308 (39 828 actifs ; 82 548 rétablis ; 932 décès) et 3 545 cas par million ; 27 décès par million

Qatar : 85 462 (19 960 actifs ; 65 409 rétablis ; 93 décès) et 30 437 cas par million ; 33 décès par million

- 13 juin : 78 416 (23 094 actifs ; 55 252 rétablis ; 70 décès) et 27 928 cas par million ; 25 décès par million

Émirats arabes unis : 44 145 (12 849 actifs ; 30 996 rétablis ; 300 décès) et 4 465 cas par million ; 30 décès par million

- 13 juin : 41 990 (14 941 actifs ; 26 761 rétablis ; 288 décès) et 4 248 cas par million ; 29 décès par million

Koweït : 38 678 (8 175 actifs ; 30 190 rétablis ; 313 décès) et 9 062 cas par million ; 73 décès par million

- 13 juin : 35 466 (9 295 actifs ; 25 882 rétablis ; 289 décès) et 8 311 cas par million ; 68 décès par million

En Asie du Sud le 20 juin :

Inde : 395 812 (168 636 actifs ; 214 206 rétablis ; 12 970 décès) et 287 cas par million ; 9 décès par million

- 13 juin : 310 760 (146 575 actifs ; 155 290 rétablis ; 8 895 décès) et 225 cas par million ; 6 décès par million

Pakistan : 171 666 (104 780 ; 63 504 rétablis ; 3 382 décès) et 778 cas par million ; 15 décès par million

- 13 juin : 132 405 (79 798 actifs ; 50 056 rétablis ; 2 551 décès) et 600 cas par million ; 12 décès par million

Bangladesh : 108 775 (63 357 actifs ; 43 993 rétablis ; 1 425 décès) et 661 ; 9

- 13 juin : 84 379 (65 413 actifs ; 17 827 rétablis ; 1 139 décès) et 513 cas par million ; 7 décès par million

Afghanistan : 28 424 (19 563 actifs ; 8 292 rétablis ; 569 décès) et 731 cas par million ; 15 décès par million

- 13 juin : 24 102 (19 450 actifs ; 4 201 rétablis ; 451 décès) et 620 cas par million ; 12 décès par million

Sri Lanka : 1 950 (493 actifs ; 1 446 rétablis ; 11 décès) et 91 cas par million ; 0,5 décès par million

- 13 juin : 1 882 (619 actifs ; 1 252 rétablis ; 11 décès) et 88 cas par million ; 0,5 décès par million

En Inde, le confinement à l'échelle nationale a pris fin le 31 mai, tandis que dans certaines zones de

confinement, il a été prolongé jusqu'au 30 juin. Le 8 juin, les temples, les mosquées et les églises ont été autorisés à rouvrir ainsi que les restaurants et les hôtels, dans le cadre d'un processus baptisé « Déconfinement 1 ». Le taux de nouveaux cas quotidiens continue d'augmenter, avec un nouveau record sans précédent de 13 103 cas établi le 17 juin. Le nombre de cas confirmés doublerait tous les 18 jours. Les décès quotidiens continuent également à augmenter, généralement autour de 400, mais avec un énorme pic d'une journée de 2 006 morts le 16 juin, qui serait dû aux détails techniques liés au décompte.

Le magazine *Time* a rapporté le 18 juin que « Lundi [15 juin], le ministre en chef du Tamil Nadu, l'un des États les plus touchés du pays, a déclaré qu'un confinement sévère de [12 jours] serait réimposé dans la ville du sud de l'Inde de Chennai et ses districts environnants, à partir de vendredi [19 juin]. Les cas confirmés dans la ville ont maintenant dépassé 48 000. Et plus tôt en juin, le vice-ministre en chef de Delhi a averti que le nombre de cas dans la capitale pourrait atteindre 550 000 d'ici la fin de juillet, ce qui va exiger 80 000 lits d'hôpital, soit plus de huit fois la capacité actuelle de la ville. La situation est pire dans les régions pauvres et rurales à cause de l'absence d'infrastructures ou de la densité de la population.

Pourtant, le premier ministre Narendra Modi lors d'une réunion virtuelle le 17 juin, « a conseillé aux ministres en chef de se préparer pour la prochaine phase de déconfinement du pays, dissipant les rumeurs d'une nouvelle vague de confinement à l'échelle nationale à la suite de la pandémie de la COVID », rapporte le *New Indian Express*.

« En demandant aux ministres en chef d'accélérer les activités économiques, il a déclaré : 'Nous devons maintenant réfléchir au déconfinement 2.0 et à la façon de minimiser toutes les possibilités de préjudice envers notre peuple.' Modi les a exhortés à prendre des mesures pour stimuler les activités liées aux infrastructures et au secteur de la construction. »

L'Inde ne semble pas avoir satisfait les six critères de l'OMS pour commencer à lever les mesures de confinement : 1. la transmission de la maladie doit être maîtrisée ; 2. les systèmes de santé doivent disposer de moyens pour « détecter, tester, isoler et traiter chaque cas et pour rechercher chaque contact » ; 3. les risques de flambée doivent être réduits autant que possible dans certains lieux particuliers, comme les établissements de santé et les maisons de retraite. ; 4. des mesures de prévention doivent être appliquées sur les lieux de travail, dans les établissements scolaires et dans les autres lieux essentiels pour la population ; 5. les risques d'importation « doivent être gérés » ; 6. les populations doivent être formées, impliquées et dotées des moyens nécessaires pour s'adapter à la « nouvelle norme ».

Le gouvernement indien s'ingère également dans le travail des journalistes. Un reportage du 18 juin de *The Wire*, informe que « Un rapport récent a indiqué qu'au moins 55 journalistes et rédacteurs en chef ont été détenus ou arrêtés ou menacés par différents services de police et administrations de district pour des reportages liés au confinement causé par la COVID-19. La police de l'Uttar Pradesh s'est montrée particulièrement agressive contre les scribes qui ont dénoncé cet état de choses pendant le confinement.

« Fin mars, alors que le confinement venait de commencer, deux journalistes, Vijay Vineet et Manish Mishra, du quotidien local *Janadesh Times* ont reçu des avis de justification provenant du magistrat du district de Varanasi, Kaushal Raj Sharma. Ils avaient tous deux fait un reportage à propos d'une vidéo virale montrant des enfants de la communauté de Musahar mangeant de l'herbe pour survivre dans le village de Koiripur, situé dans la circonscription du premier ministre.

« De même, en avril, la police de l'Uttar Pradesh a déposé deux rapports d'information de première instance contre l'un des rédacteurs fondateurs de *The Wire*, Siddharth Varadarajan, pour un

reportage sur le ministre en chef Yogi Adityanath qui a violé le confinement national en participant le 25 mars à un événement religieux à Ayodhya.

« Si forte était la volonté de la police de l'Uttar Pradesh d'entrer en action dans ce cas qu'une équipe de fonctionnaires de la police de l'État a parcouru 700 kilomètres le 10 avril au milieu du confinement jusqu'à la résidence de Varadarajan à New Delhi pour lui signifier une assignation à comparaître. »

En Asie du Sud-Est le 13 juin :

Indonésie : 45 029 (24 717 actifs ; 17 883 rétablis ; 2 429 décès) et 165 cas par million ; 9 décès par million

- 13 juin : 37 420 (21 553 actifs ; 13 776 rétablis ; 2 091 décès) et 137 cas par million ; 8 décès par million

Singapour : 41 833 (8 348 actifs ; 33 459 rétablis ; 26 décès) et 7 152 cas par million ; 4 décès par million

- 13 juin : 40 197 (12 132 actifs ; 28 040 rétablis ; 25 décès) et 6 874 cas par million ; 4 décès par million

Philippines : 28 459 (19 951 actifs ; 7 378 rétablis ; 1 130 décès) et 260 cas par million ; 10 décès par million

- 13 juin : 25 392 (18 612 actifs ; 5 706 rétablis ; 1 074 décès) et 232 cas par million ; 10 décès par million

Malaisie : 8 556 (289 actifs ; 8 146 rétablis ; 121 décès) et 264 cas par million ; 4 décès par million

- 13 juin : 8 445 (1 014 actifs ; 7 311 rétablis ; 120 décès) et 261 cas par million ; 4 décès par million

Thaïlande : 3 147 (71 actifs ; 3 018 rétablis ; 58 décès) et 45 cas par million ; 0,8 décès par million

- 13 juin : 3 134 (89 actifs ; 2 987 rétablis ; 58 décès) et 45 cas par million ; 0,8 décès par million

Le taux de nouveaux cas quotidiens en Indonésie a augmenté au cours du dernier mois, atteignant plus de 1 000 au cours de la semaine dernière, ce qui fait que l'Indonésie a maintenant le plus de cas rapportés dans la région, dépassant Singapour la semaine dernière. Il y a un taux décroissant de nouveaux cas quotidiens à Singapour, environ 250 ou moins la semaine dernière, et en Malaisie, qui le 19 juin n'avait que six nouveaux cas. Pendant ce temps, les Philippines ont ajouté plus de 500 nouveaux cas par jour en juin.

En Asie de l'Est le 20 juin :

Chine : 83 352 (308 actifs ; 78 410 rétablis ; 4 634 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million

- 13 juin : 83 075 (74 actifs ; 78 367 rétablis ; 4 634 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million

Japon : 17 740 (797 actifs ; 16 008 rétablis ; 935 décès) et 140 cas par million ; 7 décès par million

- 13 juin : 17 332 (917 actifs ; 15 493 rétablis ; 922) et 137 cas par million ; 7 décès par million

Corée du Sud : 12 373 (1 237 actifs ; 10 856 rétablis ; 280 décès) et 241 cas par million ; 5 décès par million

- 13 juin : 12 051 (1 083 actifs ; 10 691 rétablis ; 277 décès) et 235 cas par million ; 5 décès par million

Taïwan : 446 (5 actifs ; 434 rétablis ; 7 décès) et 19 cas par million ; 0,3
- 13 juin : 443 (5 actifs ; 431 rétablis ; 7 décès) et 19 cas par million ; 0,3 décès par million

Du 11 au 17 juin, Beijing a rapporté 158 cas de transmission domestique de la COVID-19.

L'OMS a signalé le 13 juin qu'elle a effectué un suivi auprès des autorités chinoises au sujet d'un groupe de cas de la COVID-19 à Beijing, en Chine. Au 13 juin, 41 cas symptomatiques confirmés en laboratoire et 46 cas confirmés en laboratoire sans symptômes de la COVID-19 avaient été identifiés à Pékin. L'OMS a été informée par la Commission nationale de la santé de la Chine et la Commission de la santé de Beijing a informé le bureau de l'OMS en Chine, afin de partager les détails des enquêtes préliminaires en cours à Beijing. L'OMS a offert son soutien et son assistance technique, et a demandé de plus amples informations sur la grappe d'éclosions et les enquêtes en cours et prévues.

Le premier cas identifié le 9 juin présentait des symptômes et a été confirmé le 11 juin. Plusieurs des premiers cas ont été identifiés dans six cliniques de traitement de la fièvre à Beijing. Des enquêtes préliminaires ont révélé que certains des premiers cas symptomatiques avaient un lien avec le marché de Xinfadi à Beijing.

Le 18 juin, les autorités municipales ont publié des mesures visant à resserrer le contrôle de la circulation du personnel.

Tous les cas sont confinés et pris en charge au besoin, et la recherche des contacts est en cours, rapporte Xinhua. Le séquençage génétique des échantillons est également en cours et le partage rapide de ces résultats est important pour comprendre l'origine de cette grappe d'éclosions et les liens entre les cas.

En Amérique du Nord le 13 juin :

États-Unis : 2 297 360 (1 219 876 actifs ; 956 077 rétablis ; 121 407 décès) et 6 942 cas par million ; 367 décès par million
- 13 juin : 2 118 693 (1 159 752 actifs ; 842 068 rétablis ; 116 873 décès) et 6 403 cas par million ; 353 décès par million

Mexique : 170 485 (22 759 actifs ; 127 332 rétablis ; 20 394 décès) et 1 323 cas par million ; 158 décès par million
- 13 juin : 139 196 (20 981 actifs ; 101 767 rétablis ; 16 448 décès) et 1 080 cas par million ; 128 décès par million

Canada : 100 629 (29 280 actifs ; 63 003 rétablis ; 8 346 décès) et 2 667 cas par million ; 221 décès par million
- 13 juin : 98 368 (30 930 actifs ; 59 333 rétablis ; 8 105 décès) et 2 607 cas par million ; 215 décès par million

Bien que le nombre de cas actifs se stabilise et que le nombre de décès quotidiens est à la baisse aux États-Unis, divers États annoncent d'importantes éclosions. Selon CNN en date du 18 juin : « Dix États américains ont connu un nombre record de cas de COVID-19 cette semaine, et l'un d'eux pourrait être le prochain épice de la pandémie.

« La Floride a connu 3 207 cas additionnels du coronavirus en date de jeudi le 18 juin — le taux le plus élevé pour une journée dans l'État depuis la pandémie, selon le département de la Santé de la

Floride. Le nombre total de cas annoncés en Floride a grimpé jusqu'à près de 86 000, selon des données publiées par cet État.

« Tout indique que l'État ensoleillé 'sera le prochain épiscentre de la transmission du coronavirus', et pourrait être 'pire qu'il ne l'a jamais été', selon les projections du 17 juin d'une modélisation de scientifiques à l'Hôpital des enfants de Philadelphie et de l'Université de Pennsylvanie.

« 'Le potentiel que le virus redémarre est très inquiétant et pourrait avoir des conséquences catastrophiques' en raison de l'âge avancé de sa population et du grand nombre de résidences de soins de longue durée et de communautés de retraités, a dit la docteure Jeanne Marrazzo, directrice de la division des maladies infectieuses à l'université de l'Alabama à Birmingham, à CNN jeudi.

« La Floride est parmi neuf autres États — l'Alabama, l'Arizona, la Californie, le Nevada, la Caroline du Nord, l'Oklahoma, l'Oregon, la Caroline du Sud et le Texas — qui connaissent des taux records de moyennes sur sept jours de nouveaux cas de coronavirus par jour, selon l'analyse de CNN des données de l'Université John Hopkins.

« Vingt-trois États font face à une tendance à la hausse de nouveaux cas du coronavirus, et les experts de la santé continuent de souligner l'importance de prendre des précautions pour réduire la propagation du virus. Malgré le nombre croissant de cas, la Maison-Blanche a minimisé les risques encourus [...]

« Les États qui annoncent des pics de nouveaux cas devront réamorcer 'd'importants niveaux de distanciation sociale' afin de contenir la propagation, a dit le docteur Peter Hotez, professeur de pédiatrie et de virologie moléculaire et de microbiologie au Collège de médecine de Baylor, à New Day de CNN jeudi.

« 'Nous n'avons pas terminé la première vague', a dit Hotez, doyen de l'École nationale de médecine tropicale, au sujet du pic de nouveaux cas en Floride, au Texas et en Arizona. 'Nous n'avons pas complété la période de distanciation sociale comme nous devons le faire.'

« Des projections ont indiqué que les États devaient prolonger les directives de rester à la maison jusqu'à la fin du mois de mai, selon Hotez.

« 'Les ouvertures se sont faites trop rapidement', a-t-il dit.

« Selon les données de l'Université John Hopkins :

- 23 États vivent des tendances à la hausse à la suite de nouveaux cas d'une semaine à l'autre : l'Alabama, l'Alaska, l'Arkansas, la Californie, le Delaware, la Floride, la Géorgie, Hawaï, l'Idaho, le Kansas, l'Oregon, la Louisiane, le Montana, le Nevada, la Caroline du Nord, l'Oklahoma, la Caroline du Sud, le Tennessee, le Texas, l'État de Washington, la Virginie de l'Ouest et le Wyoming.

- huit États connaissent des nombres constants de nouveaux cas : l'Indiana, le Maine, le Mississippi, le Missouri, le Nebraska, l'Ohio, le Dakota du Sud et l'Utah.

- 18 États connaissent une tendance à la baisse : le Colorado, le Connecticut, l'Illinois, l'Iowa, le Kentucky, le Maryland, le Massachusetts, le Michigan, le Minnesota, le New Hampshire, le Nouveau-Mexique, le New Jersey, New York, le Dakota du Nord, la Pennsylvanie, le Rhode Island, la Virginie et le Wisconsin.

- un État, le Vermont, a connu une baisse d'au moins 50 %. »

Les peuples autochtones des États-Unis sont marginalisés au cours de cette pandémie. *Politico*, dans un article du 11 juin, informe que « Les agences fédérale et des États refusent d'accorder aux tribus autochtones américaines et aux organisations qui les représentent l'accès aux données indiquant comment le coronavirus se propage sur les terres, approfondissant les disparités en santé et frustrant les chefs tribaux qui sont déjà mal outillés pour contenir la pandémie.

« Le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies a refusé de répondre aux demandes d'épidémiologistes tribaux pour des données qui sont normalement librement disponibles aux États. Les autorités du Michigan et du Massachusetts, depuis le début du printemps, refusent aussi de rendre disponible l'information sur les tests et les cas confirmés, invoquant la défense de la vie privée, et refusant de conclure des ententes avec les tribus sur le retraçage des contacts ou d'autres formes de contrôle, ont dit huit dirigeants tribaux et experts de la santé à *Politico*. Dans certains cas, les représentants ont remis en cause le statut juridique des tribus en tant qu'entités souveraines.

« Le manque de communication menace d'entraver nos efforts pour tracer le virus au sein des populations autochtones qui sont plus vulnérables aux maladies, aux handicaps et à une mort précoce et ont des systèmes de santé fragiles. Les autorités tribales affirment que sans savoir qui est malade et à quel endroit, elles ne peuvent imposer des confinements ou d'autres restrictions ni organiser le traçage des contacts sur les terres tribales. Le manque de données est aussi difficile pour les épidémiologistes qui retracent la santé publique pour près de trois-quarts des autochtones américains qui vivent dans les régions urbaines et hors réserves. »

En Amérique centrale et dans les Caraïbes le 20 juin :

République dominicaine : 25 068 (9 816 actifs ; 14 605 rétablis ; 647 décès) et 2 312 cas par million ; 60 décès par million

- 13 juin : 22 572 (8 911 actifs ; 13 084 rétablis ; 577 décès) et 2 082 cas par million ; 53 décès par million

Panama : 24 274 (9 430 actifs ; 14 359 rétablis ; 485 décès) et 5 629 cas par million ; 112 décès par million

- 13 juin : 19 211 (5 031 actifs ; 13 759 rétablis ; 421 décès) et 4 456 cas par million ; 98 décès par million

Guatemala : 12 509 (9 607 actifs ; 2 419 rétablis ; 483 décès) et 699 cas par million ; 27 décès par million

- 13 juin : 8 982 (6 929 actifs ; 1 702 rétablis ; 351 décès) et 502 cas par million ; 20 décès par million

Honduras : 11 258 (9 695 actifs ; 1 214 rétablis ; 349 décès) et 1 137 cas par million ; 35 décès par million

- 13 juin : 8 132 (6 932 actifs ; 844 rétablis ; 306 décès) et 854 cas par million ; 31 décès par million

Haïti : 4 980 (4 869 actifs ; 24 rétablis ; 87 décès) et 437 cas par million ; 8 décès par million

- 13 juin : 3 941 (3 853 actifs ; 24 ; 64 décès) et 346 cas par million ; 6 décès par million

En Amérique du Sud le 20 juin :

Brésil : 1 038 568 (469 118 actifs ; 520 360 rétablis ; 49 090 décès) et 4 887 cas par million ; 231 décès par million

- 13 juin : 832 866 (363 201 actifs ; 427 610 rétablis ; 42 055 décès) et 3 920 cas par million ; 198 décès par million

Pérou : 247 925 (104 745 actifs ; 135 520 rétablis ; 7 660 décès) et 7 523 cas par million ; 232 décès par million

- 13 juin : 220 749 (107 308 actifs ; 107 133 rétablis ; 6 308 décès) et 6 700 cas par million ; 191 décès par million

Chili : 231 393 (35 809 actifs ; 191 491 rétablis ; 4 093 décès) et 12 108 cas par million ; 214 décès par million

- 13 juin : 167 355 (26 958 actifs ; 137 296 rétablis ; 3 101 décès) et 8 758 cas par million ; 162 décès par million

Colombie : 63 276 (37 243 actifs ; 23 988 rétablis ; 2 045 décès) et 1 244 cas par million ; 40 décès par million

- 13 juin : 46 858 (26 598 actifs ; 18 715 rétablis ; 1 545 décès) et 921 cas par million ; 30 décès par million

Équateur : 49 731 (21 129 actifs ; 24 446 rétablis ; 4 156 décès) et 2 820 cas par million ; 236 décès par million

- 13 juin : 46 356 (19 617 actifs ; 22 865 rétablis ; 3 874 décès) et 2 630 cas par million ; 220 décès par million

Au Brésil, le chef Paulinho Paiakan, un des défenseurs de la forêt amazonienne les plus reconnus internationalement, est décédé mercredi de la COVID-19, ont informé des activistes.

Le fondateur d'Amazon Planet, Gert-Peter Bruch, a déclaré que le dirigeant est décédé dans un hôpital dans la localité nord de Redençao, dans l'État de Para, au Brésil, 19 jours après avoir attrapé le coronavirus, ajoutant qu'il « a travaillé toute sa vie pour forger dans le monde entier » des alliances avec des peuples autochtones pour sauver l'Amazonie. Il était bien en avance sur son temps. Nous avons perdu un guide extrêmement précieux. »

Paiakan, chef du peuple Kayapo, était surtout connu comme le gardien de l'Amazonie, ayant mené plusieurs combats pour protéger la forêt tropicale contre l'exploitation de ses ressources naturelles.

En 1980, le chef autochtone a mené une lutte contre la construction du barrage hydroélectrique de Belo Monte sur le fleuve Xingu en Amazonie.

Pour empêcher l'entreprise d'endommager la forêt tropicale et ses communautés, il a forgé des alliances avec d'autres groupes autochtones, des militants internationaux et des célébrités, et a été l'un des principaux organisateurs du rassemblement d'Altamira, une conférence de 1989 qui a rallié l'opposition au projet.

Paiakan et d'autres dirigeants communautaires ont mené la lutte pour inclure le droit des peuples autochtones à la terre dans la constitution brésilienne de 1988.

Il s'est également battu pour expulser les mineurs et les bûcherons illégaux des zones autochtones et a souvent critiqué le président brésilien Jair Bolsonaro pour son intention d'exploiter la forêt amazonienne par des projets d'infrastructures agricoles et d'extraction minière massifs.

L'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB) a décrit Paiakan comme « un père, un dirigeant et un guerrier » pour la cause des peuples autochtones et de l'environnement.

Au Brésil, le taux de mortalité des populations autochtones est le double de celui du reste de la population du pays, selon l'APIB qui suit le nombre de cas et de décès parmi les 900 000

autochtones du pays.

Selon les chiffres compilés par l'APIB, les décès dus à la COVID-19 dans les communautés autochtones sont passés de 46 le 1er mai, à 262 le 9 juin. Avec les chiffres comptabilisés par les services de santé de l'État à travers le pays, les statistiques de l'APIB montrent que 9,1 % des peuples autochtones qui contractent la maladie sont en train de mourir, près du double du taux de 5,2 % parmi la population brésilienne générale. Au milieu de la crise politique du gouvernement de Bolsonaro et de son refus de lutter contre la pandémie, on rapporte également que les travailleurs de la santé du gouvernement qui ont été déclarés positifs pour le coronavirus pendant leur déploiement pour travailler dans les villages autochtones, ainsi que d'autres qui n'ont pas respecté les protocoles de quarantaine appropriés, ainsi que des prospecteurs de minerais illégaux et d'autres intrus sur les territoires autochtones, ont introduit la COVID-19 dans les communautés autochtones vulnérables. Les peuples autochtones du Brésil subissent déjà une forte pression à cause de la destruction de l'environnement et des attaques directes. Une déclaration récente de trois experts des Nations unies et d'un rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a dénoncé le fait qu'au cours des 15 dernières années, le Brésil a connu le plus grand nombre de meurtres de défenseurs de l'environnement et des terres de tous les pays, jusqu'à une moyenne d'environ un par semaine.

En Bolivie, une situation similaire existe parmi les communautés autochtones. Le 17 juin, Miguel Vargas, directeur du Centre d'études juridiques et de recherches sociales (CEJIS) de la Bolivie, a déclaré que le régime issu du coup d'État dirigé par la présidente de facto Jeanine Añez néglige les communautés autochtones d'Amazonie pendant la pandémie, rapporte *teleSUR*. Les partisans de la réactionnaire Añez et d'autres personnes impliquées dans la destitution du président démocratiquement élu Evo Morales ont commis des crimes terribles contre les peuples autochtones dans le cadre du coup d'État.

« En ce qui concerne les peuples autochtones, le gouvernement n'a donné aucune réponse au problème ; en tout cas, il a aggravé la situation », a déclaré Vargas.

« La situation est critique dans les villages de Yuqui et Cayubaba, qui sont très petits sur le plan démographique. La possibilité d'une expansion du virus et d'un nombre élevé de décès est latente et très préoccupante », a expliqué le directeur du CEJIS. Les soins de santé disponibles pour le peuple Yuqui sont presque inexistantes et beaucoup ne peuvent pas accéder aux programmes gouvernementaux d'assistance car ils n'ont pas de documents d'identité officiels. Le 14 juin, les communautés Yuqui ont signalé trois décès dus à la COVID-19 et 11 décès soupçonnés d'être causés par la COVID-19.

Vargas a également expliqué que tous les décès et les infections à la COVID-19 parmi les groupes autochtones ne sont pas rapportés, car ils manquent de fournitures sanitaires, de tests diagnostiques et cliniques.

« Le gouvernement a accordé une attention à la pandémie qui se limite aux zones urbaines et a oublié les zones rurales », a ajouté Vargas.

Les peuples autochtones de l'Équateur sont également confrontés à une situation désastreuse. Le 30 mai, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) s'est déclarée préoccupée par le nombre d'infections et de décès dus à la COVID-19 parmi les populations autochtones d'Amazonie en Équateur. Dans l'ensemble, l'Équateur est l'un des pays les plus touchés d'Amérique du Sud, tandis que les programmes sociaux et le développement mis en oeuvre sous le gouvernement de Correa ont été minés par la trahison du président Lénine Moreno.

« La CIDH alerte l'État [équatorien] de la vulnérabilité particulière des peuples autochtones et rappelle la nécessité de prendre des mesures extrêmes pour garantir leur droit à la santé grâce à des approches de solidarité interculturelle, intergénérationnelle et basée sur l'égalité des sexes », a déclaré la Commission dans un communiqué sur Twitter. Les dirigeants des communautés autochtones ont également dénoncé le fait que leurs communautés sont abandonnées à leur sort pendant la crise, les autorités de l'État n'ayant pas pu effectuer de tests de dépistage et renvoyant les premiers membres qui présentent des symptômes. En l'absence de responsabilité du gouvernement équatorien, les ONG et les acteurs non étatiques tels que la Confédération des nationalités autochtones d'Amazonie de l'Équateur (CONFENAIE) ont dû prendre la situation en main, s'approvisionner et livrer des trousse de dépistage et traduire les protocoles sanitaires dans les langues maternelles parmi leurs autres fonctions.

Les peuples autochtones d'Amazonie, y compris les nations d'origine Kichwa, Waorani, Achuar, Shuar et Siekopai, sont dangereusement menacés par la pandémie, a averti la CIDH.

En Afrique le 20 juin :

Afrique du Sud : 87 715 (38 059 actifs ; 47 825 rétablis ; 1 831 décès) et 1 480 cas par million ; 31 décès par million

- 13 juin : 65 736 (27 463 actifs ; 36 850 rétablis ; 1 423 décès) et 1 109 cas par million ; 24 décès par million

Égypte : 52 211 (36 266 actifs ; 13 928 rétablis ; 2 017 décès) et 511 cas par million ; 20 décès par million

- 13 juin : 42 980 (29 967 actifs ; 11 529 rétablis ; 1 484 décès) et 420 cas par million ; 15 décès par million

Nigéria : 19 147 (12 079 actifs ; 6 581 rétablis ; 487) et 93 cas par million ; 2 décès par million

- 13 juin : 15 181 (9 891 actifs ; 4 891 rétablis ; 399 décès) et 74 cas par million ; 2 décès par million

Ghana : 13 203 (8 585 actifs ; 4 548 rétablis ; 70 décès) et 425 ; 2 décès par million

- 13 juin : 11 118 (7 091 actifs ; 3 979 rétablis ; 48 décès) et 358 cas par million ; 2 décès par million

Algérie : 11 504 (2 483 actifs ; 8 196 rétablis ; 825 décès) et 263 cas par million ; 19 décès par million

- 13 juin : 10 810 (2 630 actifs ; 7 420 ; 760 décès) et 247 cas par million ; 17 décès par million

L'Afrique en tant que région comptait 289 009 cas au 20 juin. Le 11 juin, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a fait rapport de la situation à laquelle il était confronté dans son travail en Afrique. Il a indiqué que :

« La région centrale et de l'Ouest de l'Afrique a connu une augmentation de 22 % des cas confirmés dus à la COVID-19 au cours de la semaine écoulée avec un total de 73 664 cas de contamination au 16 juin, par rapport à 60 678 cas le 9 juin 2020.

« La saison des pluies ayant commencé dans la région, les opérations du HCR ont renforcé leurs mécanismes de préparation et d'intervention d'urgence pour atténuer l'impact potentiel des inondations dans les zones d'hébergement à haut risque.

En Océanie le 13 juin :

Australie : 7 436 (453 actifs ; 6 881 rétablis ; 102 décès) et 292 cas par million ; 4 décès par million
- 13 juin : 7 302 (388 actifs ; 6 812 rétablis ; 102 décès) et 287 cas par million ; 4 décès par million

Nouvelle-Zélande : 1 509 (0 actif ; 1 482 rétablis ; 22 décès) et 302 cas par million ; 4 décès par million

- 13 juin : 1 504 (0 actif ; 1 482 rétablis ; 22 décès) et 301 cas par million ; 4 décès par million

Guam : 192 (5 décès)

- 13 juin : 176 cas (5 décès)

Polynésie française : 60 (tous rétablis) et 214 cas par million

- 13 juin : 60 (tous rétablis) et 214 cas par million

Nouvelle-Calédonie : 21 (tous rétablis)

- 13 juin : 21 (1 actif ; 20 rétablis)

(Sources : Euractiv, Al Jazeera, Xinhua, CNN, Reuters, Politico, teleSUR, National Geographic)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca